

Ces processions sont donc la manifestation d'une lutte sévère et générale, entreprise contre le paganisme par l'église mérovingienne au temps de sainte Salaberge.

S. MARTINET.

---

## SOURCES

- Acta sanctorum ord. Ben.  
duc d'Achery et Mabillon t. 2 - p. 421-432  
Vita Salabergæ.
- Dom Wyart - Histoire de l'abbaye Saint-Vincent.
- Gousset : Actes de la province ecclésiastique de Reims,  
instruction de saint Éloi (640-660) t. 1, pages 49 à 75 -  
Concile de Lestines t. 1 p. 96.
- Ms. 265 de Laon IX<sup>e</sup> f. 178<sup>v</sup>.
- Ms. 201 de Laon IX<sup>e</sup> f. 1<sup>v</sup>.
- Ms. 468 de Laon IX<sup>e</sup> f. II.
- E. Fleury : Les antiquités du département de l'Aisne, t. 1.
- Haat : Les cultes gaulois, Archeologia n° 10 - 11 - 12.
- Ms. 137 de Laon, VIII<sup>e</sup> - Paul Orose f. 1<sup>v</sup>.
- Leleu Ms. 551 - f. 20.
- Lisiard : Ulysse Chevalier, ordinaire de Laon, p. 139.
- Melleville : Histoire de Laon, t. 1, p. 185.
- Capitulaires de Charlemagne an. 789 n° 65.



## Les grands Révolutionnaires de l'Aisne et leurs pays nats

(1<sup>re</sup> partie)

---

La période de la Révolution de 1789-1800 est une des plus tragiques de notre histoire : la plupart des grands dirigeants ou théoriciens de l'époque périrent de mort violente. Peu de périodes de l'histoire de France furent aussi sinistres et aussi funestes aux dirigeants. On peut citer : l'époque mérovingienne

fort mal connue, la guerre de Cent Ans, les guerres de Religion, la Commune de 1871, l'occupation de 1940-1944. Elles sont heureusement fort peu nombreuses.

Si la Révolution a été faite surtout par le peuple de Paris, ses chefs, même les Montagnards, qui se firent élire à la Convention, la plupart à Paris, furent surtout de province et il est curieux de voir que cinq de ces chefs sont de notre département : *Condorcet*, le seul philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle qui ait connu la Révolution, théoricien Girondin ; *Camille Desmoulins*, le brillant second de Danton, le chef des Montagnards modérés ; *Saint-Just*, le bras droit de Robespierre, ce dernier étant pratiquement le chef du gouvernement de l'an II ; *Fouquier-Tinville*, l'accusateur public de ce gouvernement ; et enfin *Babeuf*, le premier théoricien connu du socialisme et même du communisme. Il est étonnant de constater aussi que les deux plus célèbres révolutionnaires, Danton et Robespierre, ne sont pas nés très loin de l'Aisne : Robespierre à Arras et Danton à Arcis-sur-Aube.

La plupart de ces grands révolutionnaires se connaissaient déjà avant la Révolution et la Convention : Camille Desmoulins fut le condisciple de Robespierre. Saint-Just écrivit aux deux avant 1792. Fouquier-Tinville était cousin de Camille Desmoulins. La Révolution s'est faite entre amis d'enfance et en famille ! Ce sont les rapports de ces révolutionnaires antérieurs à la Convention que nous allons étudier. Ils sont peu connus. De même, nous allons voir les rapports de ces grands révolutionnaires avec leurs pays nats.

Tous ces grands révolutionnaires furent du nord du département, alors que les grands écrivains des XVII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : Racine, La Fontaine, Dumas père et Claudel sont du sud de l'Aisne.

Je vais d'abord parler de Saint-Just qui est de notre arrondissement (Laon) et dont c'était le bicentenaire l'année dernière.

\*  
\*\*

## SAINT-JUST

Louis Antoine Léon de *Saint-Just* naquit à Decize dans le Nivernais le 25 août 1767. Sa mère était du reste la fille d'un notaire de cette ville. Mais son père, capitaine, était originaire de Picardie, de Nampcel (Oise, arr<sup>t</sup> de Compiègne, canton d'Attichy, tout près de Blérancourt).

En octobre 1777, quand Saint-Just a donc 10 ans, ses parents viennent s'établir à *Blérancourt* (près de Coucy-le-Château), où ils ont acheté une maison. Mais peu de temps après son père meurt.

Alors, jusqu'à l'âge de 18 ans, il va faire ses études chez

les Oratoriens de Soissons. Pendant les vacances, il s'prend de Thérèse-Louise Gellé, la fille d'un notaire de Blérancourt. Ils sont même ensemble parrain et marraine le 9 décembre 1785. Mais le père de Thérèse ne veut pas que sa fille se marie avec Saint-Just, et lui fait épouser le fils d'un collègue : Thorin. C'est à cette époque qu'il écrit sa première œuvre : une histoire des sires de Coucy qui a été publiée récemment par M. Dommanget. Il ne s'y montre pas du tout révolutionnaire. En 1787, Saint-Just devient clerc d'un procureur (avoué) de Soissons. Puis, en 1788 il obtient le grade de licencié ès lois de l'université de Reims. Après être allé à Paris en mai 1789 faire paraître « *Le Chevalier Organt* » édité au Vatican I, épopée pornographique et anticléricale, qui est aussitôt saisie par la police, il revient à Blérancourt. Au début de la Révolution, il est grand électeur de Blérancourt. En cette qualité, il se prononce pour Soissons en mai 1790 à l'assemblée de Chauny, qui doit choisir entre cette dernière ville et Laon comme chef-lieu de département.

En juin de la même année, il est élu lieutenant-colonel de la garde nationale de Blérancourt ; puis il offre à la commune voisine de Vassens de se fédérer avec sa petite ville, à l'exemple des nombreux pactes fédératifs qui se font alors entre les communes et provinces de France. Il est ensuite délégué de Blérancourt à la fête de la Fédération de toute la nation à Paris le 14 juillet 1790.

Le 19 août, il écrit à Robespierre sa première lettre pour lui demander d'intervenir auprès du gouvernement en vue de conserver le marché de moutons de Blérancourt. En même temps, il lui confie la grande admiration qu'il a pour sa personne. Il était déjà en relation épistolaire avec Camille Desmoulins, son illustre compatriote, célèbre depuis la prise de la Bastille. Mais en 1791, pour une cause inconnue, il se brouille avec lui.

Au début de 1791, il rédige et publie à Paris « *L'Esprit de la Révolution* ». En août, il essaie de se présenter aux élections législatives dans l'Aisne, mais il ne peut être élu parce qu'il n'a pas 25 ans.

Mais il prit sa revanche l'année suivante : le 5 septembre 1792, il est élu député de l'Aisne à la Convention. Il avait 25 ans et 1 semaine !

Alors il quitte l'Aisne définitivement pour n'y revenir qu'en juin 1794 comme représentant en mission. Il soutient l'action de Robespierre contre les Girondins puis contre les Hébertistes et les Dantonistes. Ce dernier le fit nommer au Comité de Salut Public en juillet 1793. Ce Comité était l'équivalent d'une Présidence collective de la République ayant des pouvoirs très forts, voire dictatoriaux. Saint-Just fit de nombreux rapports au nom de ce Comité, en particulier celui du 23 ventôse an II (13 mars 1794) sur « *les factions de l'étranger* » visant les

Hébertistes qui furent arrêtés dans la nuit. Il les accusait de vouloir pousser la Révolution à des mesures extrêmes pour la discréditer et d'être soudoyés, dans ce but, par les étrangers ennemis de la République.

Il fit aussi le rapport du 11 germinal an II (31 mars 1794), toujours au nom du Comité de Salut Public, contre les Dantonistes ou Indulgents, en particulier contre son compatriote Camille Desmoulins. Ces derniers furent aussitôt arrêtés. On craignait surtout que leur campagne d'indulgence n'aboutît au rétablissement de la royauté.

Il fut trois fois représentant en mission auprès des armées du nord et de l'est : en juillet 1793, en Picardie, d'octobre à décembre 1793 dans l'est, en mai et juin 1794 dans le nord. Il fit remporter aux armées françaises les victoires de Wissembourg en décembre 1793 et surtout de Fleurus le 26 juin 1794.

Le 9 thermidor an II, il est arrêté avec les Robespierristes et guillotiné le lendemain, après une tentative d'insurrection manquée de la commune de Paris. Il n'avait pas 27 ans !

#### BIBLIOGRAPHIE

OLLIVIER (Albert), *Saint-Just et la force des choses* (Paris, 1955. In-8°, 589 p.).

DOMMANGET (Maurice), *Un manuscrit inédit de Saint-Just*, p. 79 à 139 des « Comptes rendus et mémoires, 1964-1966 de la Société d'histoire de Senlis ».

\*  
\*\*

#### Documents concernant Saint-Just et ses rapports avec son pays natal

---

*Délibérations du conseil général de la commune de Blérancourt : 15 Mai 1790 :*

Le procureur étant venu déclarer que le sieur de Saint-Just, électeur au département de l'Aisne, a reçu trente exemplaires d'une « Déclaration d'une partie de l'assemblée nationale sur un décret rendu le 13 avril 1790 concernant la religion », avec une lettre où on l'engage à user de son influence dans le pays pour défendre la religion menacée par ce décret, l'assemblée « d'un seul cri », prie le sieur de Saint-Just de se rendre dans son sein ; celui-ci se présente, lit la lettre, et les membres présents ordonnent que cette pièce, ainsi que la « Déclaration » seront lacérées et brûlées sur le champ. Aussitôt « M. de Saint-Just, la main sur la flamme du libelle, a prononcé le serment de mourir pour la patrie... et de périr plutôt par le feu, comme l'écrivit qu'il a reçu, que d'oublier ce serment ». Le Maire, aussi

« la main sur le feu », répète le serment et félicite Saint-Just, en lui disant : « *Jeune homme... poursuivez comme vous avez commencé et nous vous verrons à l'assemblée nationale* ».

Registre de délibérations municipales de Blérancourt de 1788 à 1790. E suppl. 825, B B I.

D'après M. le Maire de Blérancourt, les registres de délibérations municipales conservés en mairie ne commenceraient qu'en 1900. (Réponse à une circulaire de 1957).

Analyse et copie dans : Souchon, Inventaire sommaire des Archives ant. à 1790. Aisne, t. V, p. 370, col. 2 (Laon, 1906).

*Discours de Saint-Just, âgé de 22 ans, (grand) électeur de Blérancourt à l'assemblée de Chauny le 20 mai 1790, pour le choix du chef-lieu du département de l'Aisne : Extraits :*

« Messieurs

Mon âge et le respect que je vous dois ne me permettent point d'élever la voix parmi vous, mais vous m'avez déjà prouvé que vous étiez indulgens »...

...« C'est sous vos yeux que j'aurai fait mes premières armes, c'est ici que mon âme s'est trempée à la liberté ; et cette liberté dont vous jouissez, est encore plus jeune que moi »...

...« Forcé de n'en prendre qu'un, ma conscience est à un seul et mon cœur à tous deux ».

« Laon a sa garnison, Soissons aurait son département... »

...« Soissons demande le département ; je le demande, moi, pour les Pauvres de mon Pays, parmi lesquels Soissons a versé des sommes considérables, dans les temps d'infortune et de calamité... »

« ...N'oubliez pas surtout, Messieurs, que le temps est précieux pour le Pauvre, qu'il le dévore ;... et que, tandis que nous délibérons, les enfants de plusieurs de nos frères, ici présents n'ont peut-être pas de pain, et en demandent à leur mère qui pleure. Je vote pour Soissons ».

Florelle de Saint-Just.

Arch. Aisne L 628.

*Lettre de Saint-Just à Camille Desmoulins le 3 juin 1790 :*

« Si vous étiez moins occupé, j'entrerais dans quelques détails sur l'assemblée de Chauny où se sont trouvés des hommes de toutes trempes et de tout calibre. Malgré ma minorité, j'ai été reçu... Vous avez su avant moi que le département était définitivement à Laon. Est-ce un bien, est-un mal pour l'une ou l'autre ville ? Il me semble que ce n'est qu'un point d'honneur entre les deux villes, et les points d'honneur sont très peu de chose presque en tout genre. Je suis monté à

la tribune. J'ai travaillé dans le dessein de porter le jour dans la question du chef-lieu ;... *Je suis parti chargé de compliments comme l'âne de reliques, ayant cependant cette confiance qu'à la prochaine législature je pourrai être des vôtres à l'assemblée nationale.* »

« ...Je suis libre à l'heure qu'il est. Retournerai-je auprès de vous ou resterai-je parmi les sots aristocrates de ce pays-ci ? Les paysans de mon canton étaient venus alors de mon retour de Chauny me chercher à Manicamp. Le Comte de Lauragais fut fort étonné de cette cérémonie rusti-patriotique. Je les conduisis chez lui pour le visiter. On nous dit qu'il est aux champs et moi cependant je fis comme Tarquin (1) : J'avais une baguette avec laquelle je coupai la tête à une fougère qui se trouva près de moi sous les fenêtres du château et sans mot dire nous fîmes volte face.

Adieu, mon cher Desmoulins, si vous avez besoin de moi, écrivez-moi... Adieu encore, gloire et paix et rage patriotique : *Saint-Just.* »

Lettre publiée dans : *Œuvres complètes de Saint-Just...*, par Charles Vellay, t. 1<sup>re</sup> (Paris, 1908), p. 220 et 221.

*1<sup>re</sup> lettre de Saint-Just à Robespierre :*

« Blérancourt près Noyon le 19 août 1790.

Vous qui soutenez la patrie chancelante contre le torrent du despotisme et de l'intrigue, vous que je ne connais que, comme Dieu, par des merveilles ; je m'adresse à vous, Monsieur, pour vous prier de vous réunir à moi pour sauver mon triste pays. La ville de Coucy s'est fait transférer (ce bruit court ici) les marchés francs du bourg de Blérancourt. Pourquoi les villes engloutiraient-elles les privilèges des campagnes ? Il ne restera donc plus à ces dernières que la taille et les impôts ! Appuyez, s'il vous plaît, de tout votre talent, une adresse que je fais par le même courrier, dans laquelle je demande la réunion de mon héritage aux domaines nationaux du canton, pour que l'on conserve à mon pays un privilège sans lequel il faut qu'il meure de faim. Je ne vous connais pas, mais vous êtes un grand homme. Vous n'êtes point seulement le député d'une province, vous êtes celui de l'humanité et de la République. Faites, s'il vous plaît, que ma demande ne soit point méprisée ».

Publiée dans : *Œuvres complètes de Saint-Just...*, par Charles Vellay, t. 1<sup>re</sup> (Paris, 1908), p. 224. Lettre retrouvée après le 9 thermidor dans les papiers de Robespierre et publiée pour la 1<sup>re</sup> fois dans le rapport de Courtois (pièce n° XXIII).

\*  
\*\*

---

(1) Roi de la Rome antique.

*Lettre à Daubigny - 20 juillet 1792 :*

« Allez voir Desmoulins, embrassez-le pour moi, et dites-lui qu'il ne me reverra jamais, que j'estime son patriotisme, mais que je le méprise, lui, parce que j'ai pénétré son âme, et qu'il craint que je ne le trahisse. Dites-lui qu'il n'abandonne pas la bonne cause et recommandez-le-lui, car il n'a point encore l'audace d'une vertu magnanime.

...« O Dieu ! faut-il que Brutus (1) languisse oublié loin de Rome ; mon parti est pris cependant, si Brutus ne tue point les autres, il se tuera lui-même... ».

Publiée dans : *Œuvres complètes de Saint-Just...*, par Charles Vellay, t. 1<sup>er</sup>, p. 348 et 349. Lettre trouvée dans les papiers de Saint-Just après son exécution le 10 thermidor.

Fac-similé : arch. Aisne. Coll. Piette Icon. person. grands formats.

*Élection de Saint-Just à la Convention le 4 septembre 1792, à 25 ans et 1 semaine :*

« ...Sur 600 votants M. Saint-Just a réuni 349 suffrages et a obtenu la pluralité absolue (la majorité absolue). M. le président a proclamé Louis Léon Saint-Just représentant à la Convention nationale. M. Saint-Just s'est présenté au milieu des applaudissements de l'assemblée ».

« M. le Président lui a dit deux mots *sur ses vertus qui ont devancé son âge*. M. Saint-Just a répondu en marquant à l'assemblée toute sa sensibilité et la plus grande modestie : il a en outre prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité. Le son des cloches a annoncé sa nomination... »

5<sup>e</sup> représentant.

Arch. Aisne L 644.

\*\*

**Principaux rapports de Saint-Just**

*Rapport contre les Hébertistes*

(1794, 13 mars)

« Rapport sur les factions de l'étranger, et sur la Conjuración ourdie par elles dans la République française, pour détruire le Gouvernement républicain par la corruption et affamer Paris ; fait à la Convention Nationale le 23 ventôse, l'an II de la République Française, par Saint-Just, Au nom du Comité de Salut Public. Imprimé par ordre de la Convention Nationale »...

Arch. Aisne 8<sup>e</sup> Br 1104.

---

(1) Révolutionnaire romain ayant renversé la royauté.

*Rapport contre les Dantonistes*  
(1794, 31 mars)

« Rapport fait à la Convention Nationale au nom de ses Comités de Sûreté Générale et de Salut Public. Sur la conjuration ourdie depuis plusieurs années par les Factions criminelles pour absorber la Révolution Française dans un changement de dynastie ; et contre Fabre-d'Eglantine, Danton, Philippeaux, Lacroix et *Camille-Desmoulins*, prévenus de complicité dans ces Factions et d'autres délits personnels contre la Liberté, par Saint-Just ; séance du 11 Germinal »...

Arch. Aisne 8° Br 1159.

\*  
\*\*

**Documents concernant la mission de Saint-Just en Alsace,  
à la fin de 1793.**

Ces documents sont exposés au Musée de Blérancourt,  
dans la Salle d'Histoire Locale

---

- 1) Les Alsaciennes doivent abandonner leurs costumes provinciaux :

« Proclamation des Représentans du Peuple : Les Citoyennes de Strasbourg sont invitées de quitter les modes allemandes, puisque leurs cœurs sont français. A Strasbourg, le 25<sup>e</sup> Brumaire an second de la République une et indivisible (15 novembre 1793).

Les Représentans du Peuple près l'armée du Rhin : Saint-Just et Lebas ».

*Traduction en Alsacien :*

« Die Bürgerinnen Strassburg sind eingeladen die teutsche Tracht abzulegen, da ihre Herzen fraenkisch gesinnt sind ».

- 2) La déchristianisation :

*Destruction des statues de la cathédrale :*

« Les Représentans chargent la mairie de Strasbourg de faire abattre dans la huitaine toutes les statues de pierre qui sont autour du Temple de la raison (la cathédrale) et d'entretenir le drapeau tricolore sur la tour du temple. 4 frimaire an II (24 novembre 1793) ».

- 3) L'argenterie et l'orfèvrerie des églises sont envoyées à la refonte, pour faire rentrer des métaux précieux dans les caisses de la République :

« Les Représentans... arrêtent : tous les vases des temples



(églises) de Strasbourg et les dons patriotiques des citoyens seront transférés à Paris... ».

4) Mesures sociales en faveur des pauvres :

« Les Représentans... laissent à la disposition de la municipalité de Strasbourg sur l'emprunt de 9 millions, 500.000 livres pour être employées sur le champ au soulagement des familles indigentes de Strasbourg ».

5) Mesures contre les riches et en faveur des soldats :

(Les hôpitaux étant insalubres) « les Représentans... arrêtent : la municipalité de Strasbourg tiendra 2.000 lits prêts dans les 24 h chez les riches de Strasbourg pour les soldats. Ils y seront soignés, avec le respect dû à la vertu, aux défenseurs de la Liberté ».

\*\*

## CONDORCET

Marie-Jean-Antoine-Nicolas Caritat *Marquis de Condorcet* est né à Ribemont le 17 septembre 1743. Son père, capitaine de cavalerie, était originaire du Dauphiné. En garnison à Ribemont, il y avait épousé la veuve d'un officier, très pieuse. Il fut tué à la guerre un mois après la naissance de son fils.

A l'âge de 11 ans, celui-ci est envoyé au collège des Jésuites à Reims. En 1758, à 15 ans, il va au collège de Navarre à Paris faire des études de mathématiques. A 17 ans, il revient à Ribemont et persuade sa mère et son oncle évêque de lui faire suivre une carrière dans la science plutôt que dans l'armée ou dans les ordres. A 19 ans, donc, il va à Paris. Il publie des mémoires de mathématiques et d'astronomie et à l'âge de 26 ans, en 1769, il entre à l'Académie des Sciences. Quatre ans plus tard il en devient secrétaire perpétuel.

Mais bientôt il se mit à faire de la philosophie et des sciences politique et économique. Il devint l'ami de Voltaire, de d'Alembert et des encyclopédistes.

Il fournit des articles à l'Encyclopédie de Diderot et publie un pamphlet anonyme : « *Les lettres d'un Théologien* », satire contre les dévôts et les Jésuites, ennemis des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Puis il écrit l'éloge de Pascal et annote les « *Pensées* » de ce philosophe.

Il revient de temps en temps à Ribemont où habite toujours sa mère et prend part aux ennuis de tous ses compatriotes. Ainsi à l'automne 1773, il n'hésite pas à passer deux après-midi à aller, avec un élève vétérinaire, d'étable en étable pour soigner les vaches de son pays natal et rendre confiance aux paysans désespérés. De cette manière, il se montre vraiment

le « bon Condorcet » dont on a beaucoup parlé, souhaitant faire le bien comme tous les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il est vrai qu'au nom des « lumières », il critique aussi les croyances des paysans qu'il estime vaines. Il écrit aussi une lettre à l'Inspecteur des Routes de la Généralité de Soissons le suppliant d'ordonner que les corvées nécessaires à la réparation de la route de Ribemont à Saint-Quentin soient faites par les habitants de Ribemont et que ceux-ci ne soient pas envoyés travailler très loin de chez eux.

En 1774, son grand ami Turgot, avec lequel il a entretenu une importante correspondance, devient ministre de Louis XVI. Le nouveau chef du gouvernement fit aussitôt du savant son collaborateur. Celui-ci n'avait que 31 ans.

Mais Turgot fut renvoyé par le roi en 1776. Dix ans plus tard, Condorcet écrira sa biographie. Alors, notre philosophe se consacre surtout à plaider la réforme d'un système judiciaire anachronique et barbare. Il publie des libelles au sujet des affaires criminelles célèbres d'alors : celles du chevalier de la Barre, de Lally-Tollendal, des roués de Chaumont.

Puis il est élu membre de l'Académie française à 39 ans, en 1782. Il se passionne pour l'indépendance des États-Unis et en parle dans une brochure. Il devient du reste le grand ami de l'anglais *Thomas Paine* qui provoque un immense mouvement d'opinion en faveur des insurgés d'Amérique par sa brochure « *Le sens commun* ». Plus tard, Paine, devenu citoyen français par décision de l'assemblée législative, sera élu *député de l'Aisne à la Convention* comme Condorcet en septembre 1792.

Alors, en 1788, le roi Louis XVI convoque les États Généraux. Condorcet s'y présente mais dans le bailliage de Mantes, en Seine-et-Oise, à l'ouest de Paris, où il a une propriété.

Toutefois, il s'intéresse aussi à ce qui se passe dans son pays d'origine, en demandant à l'assemblée du bailliage du Vermandois à Laon d'inscrire dans son cahier de doléances une motion en faveur de l'affranchissement des esclaves noirs et de l'abolition de leurs traites. Il était, en effet, devenu président de la « *Société des Amis des Noirs* ». Ayant subi un échec aux élections aux États Généraux, il se lance dans le journalisme et devient membre de la commune de Paris.

Il est élu par Paris à l'assemblée législative en 1791 et y fait un rapport sur l'organisation de l'instruction publique dont il demande la gratuité à tous les degrés.

Aux élections à la Convention en septembre 1792, Condorcet, ami des Girondins, ou républicains de droite, n'obtient que peu de voix dans la Capitale qui vote presque uniquement pour les Montagnards ou républicains de gauche, comme Camille Desmoulins, son compatriote. Condorcet est alors obligé de se retourner vers la province et, en particulier, vers le département de l'Aisne. Il y est élu avec son vieil ami l'Anglais devenu

citoyen français, Thomas Paine, et son futur ennemi, le très jeune Saint-Just qui deviendra le brillant second de Robespierre.

Aussitôt arrivé à la Convention, Condorcet y prépare un *projet de constitution* qu'on appellera la « *Girondine* ». Mais ce projet est attaqué par les Montagnards en particulier par son compatriote Saint-Just et pas adopté.

Après le coup d'Etat du 2 juin 1793, expulsant les principaux députés Girondins de la Convention, Condorcet rédige, avec d'autres députés de l'Aisne comme Jean de Bry, une adresse à ses électeurs pour protester contre cette expulsion. Toutefois, il ne fut l'objet d'un décret d'arrestation qu'à la suite de son pamphlet contre la nouvelle constitution montagnarde (8 juillet 1793). Il se cache alors pendant près de 9 mois et compose une œuvre maîtresse : « *L'esquisse des progrès de l'esprit humain* ». Il quitte finalement celle qui l'héberge, pour ne pas la compromettre.

Arrêté et emprisonné à Bourg-la-Reine, il meurt le 29 mars 1794. Il s'est peut-être empoisonné à l'aide d'un toxique que Jean de Bry le conventionnel de Vervins, son compatriote a partagé avec lui un soir de juin 1793 ou bien, il est mort d'une maladie contractée pendant sa fuite.

#### BIBLIOGRAPHIE

BOUISSOUNOUSE (Janine), *Condorcet, le philosophe dans la Révolution...* (Paris, 1962, in-8°, 320 p.).

\*  
\*\*

#### Documents concernant Condorcet et ses rapports avec Ribemont

---

17 Mai 1769 - (Condorcet a 26 ans) :

« Les habitants de Ribemont, petite ville que j'habite ordinairement pendant l'été, se sont adressés à moi... pour me prier d'appuyer auprès de vous une demande...

(Celle-ci) sera utile (à cette ville) en conservant une communication précieuse. Je ne vous parle point de l'intérêt particulier que j'ai à cette affaire d'où dépend en grande partie la commodité de ma correspondance avec Paris (il s'agit donc d'une route ou d'une communication postale)...

Je ne suis encore qu'un apprenti Philosophe qui n'aspire qu'à se rendre digne de l'honneur qu'il a d'être votre confrère dans une *compagnie savante* à qui votre nom est depuis longtemps si chéri... (l'Académie des sciences peut-être où Condorcet venait de rentrer)...

Je retourne bientôt à Ribemont et j'y aurois le plaisir de

voir des gens moins malheureux et au soulagement desquels j'aurais un peu contribué... ».

Arch. Aisne J. 1684.

\*  
\*\*

A l'automne 1773, il écrit (à 30 ans) :

« Nous avons à *Saint-Quentin* une maladie qui fait périr toutes les vaches. Les paysans disent tranquillement que lorsqu'ils n'auront plus de bestiaux pour les aider à vivre, Dieu aura la bonté de leur envoyer la peste. Ils font des processions et commandent des messes. Les prêtres ne sauraient suffire aux sacrifices. Pour les remèdes, il n'en est point question, ce serait tenter Dieu. Nous ne mangeons plus de viande de boucherie parce que nous ne sommes plus sûrs de n'être pas assez bêtes pour ne pas gagner leurs maladies ».

Un mois plus tard :

« Nos bêtes à cornes continuent à mourir. Nous avons un élève de l'école vétérinaire. J'ai passé deux après-midi à aller avec lui d'étable en étable, afin d'inspirer un peu de confiance ».

Référence : BOUISSOUNOUSE (Janine), *Condorcet, le philosophe dans la Révolution* (Paris, 1962), p. 31. Publié d'après L. A. Boiteux, *Au temps des cœurs sensibles*. Les originaux se trouvent dans la Collection L. A. Boiteux, Institut et musée Voltaire, Genève. Ce sont des lettres à Amélie Suard.

\*  
\*\*

#### Lettre sur l'entretien de la route de Ribemont à Saint-Quentin.

« A M. Dubois (Inspecteur des routes de la Généralité de Soissons à la veille de la Révolution).

Il était question d'éviter le dépérissement total d'une chaussée qu'assure une communication praticable en tout tems entre Ribemont et Saint-Quentin... Vous avez eu la bonté d'ordonner à M. de Brie ingénieur employé dans le Soissonnais (1) d'examiner l'état de cette chaussée... Mais si come je l'espère, il est d'avis de distraire la communauté de Ribemont de la corvée des grandes routes à condition qu'elle se chargera de la reconstruction des ponts et des travaux nécessaires pour cette chaussée, je vous supplie de vouloir bien le charger de diriger lui-même le travail... *Je vous demanderais aussi d'ordonner spécialement que les corvées qu'exige cette réparation fussent faites par la communauté de Ribemont. Je n'oublierai jamais que j'ai ouï dire à l'ingénieur en chef du*

---

(1) La généralité de Soissons.

*Soissonais que le moyen de faire bien travailler les paisans est de les employer loin de chez eux parce que le travail leur étant alors plus onéreux, ils s'empressent davantage de le finir. J'ai donc une peur effroiable qu'il ne veuille appliquer ici cette maxime... Le marquis de Condorcet ».*

Arch. Aisne J. 1279.

\*\*

Passage du procès-verbal des séances de l'Assemblée particulière du Tiers État du Bailliage de Vermandois à Laon - 18 Mars 1789.

...« Ensuite il a été par nous fait lecture d'une lettre a nous adressée par M. le Marquis de Condorcet en qualité de président de la Société érigée à Paris en faveur des noirs dont l'objet est de porter Messieurs du Tiers à former un vœu en faveur de la liberté des noirs et pour que les États Généraux avisent au moyen de supprimer la traite des noirs.

L'assemblée a unanimement arrêté que le vœu serait inséré dans son cahier de doléances... ».

Arch. Aisne Baill. Verm. 19.

\*\*

Lettre de *Condorcet* comme conventionnel de l'Aisne au procureur général syndic de l'Aisne Pottotfeux relative aux routes de notre département (6 février 1793) :

« ...Les routes du département sont également importantes et pour le service de la guerre et pour le commerce intérieur et j'espère de la justice de la Convention qu'elles ne seront pas oubliées... ».

Arch. Aisne L 521.

Élection de *Condorcet* à la Convention :

« Sur 644 votants M. Condorcet a obtenu 565 voix »...

Arch. Aisne L 644.

(à suivre).

G. DUMAS,  
Directeur des Archives  
de l'Aisne.

